

GRAND RUSH SUR LES PLAGES DE BÉJAÏA

Les juillettistes plus que jamais ponctuels

La température en hausse depuis quelques jours a provoqué, ces derniers jours, un rush extraordinaire sur les plages du littoral de Béjaïa. Jamais un mois de juillet n'a enregistré un tel record d'affluence.

Les plages sont quasiment bondées de monde. Beaucoup de familles sont venues des quatre coins du pays. Le rush sur la grande bleue est constant en ce mois de juillet où il n'y a pas un jour sans que les côtes béjaouies ne soient submergées par le flux considérable des estivants.

De Melbou à Beni K'sila, le constat est identique. Quatorze heures passées, il est très difficile, voire impossible de trouver un stationnement dans les immenses parkings jouxtant les plages.

La nouveauté de cette saison en cours, qui ne cesse de ravir les familles, est incontestablement l'implantation des plages privées à travers les communes balnéaires où les commodités de confort et de sécurité ont été mises en place par les promoteurs. «On est très heureux d'être ici au

pays. Croyez-moi, c'est beau de voir un tel espace comme celui-là et vivre une ambiance pareille, avec des familles aussi gaies et joyeuses. La mer est calme, les enfants sont occupés, c'est magnifique», dira Issam, un jeune émigré rencontré au Beach Club de Lotta, dans la périphérie de Souk El Tenine, à quelque 35 km Est du chef-lieu de la capitale des Hammadites.

Les estivants découvrent au fur et à mesure de telles plages classées. Parmi les créateurs de ce bonheur estival, l'on retrouve Samir Mokrani, un jeune émigré établi à Paris, venu pour apporter son savoir-faire et pour témoigner sa reconnaissance pour l'Algérie. «Je ne suis pas là pour gagner de l'argent, Dieu merci ! Je gagne très bien ma vie à Paris ; si je suis ici, c'est pour mes parents, mon pays à

qui on doit la fierté. J'aime faire plaisir aux gens, pour ma première expérience j'en suis fier et très ému et je souhaite de très bonnes vacances à tous mes compatriotes.»

Le jeune promoteur du Beach Club de Lotta, pour charmer ses clients, offre des transats et des parasols, suffisamment espacés pour ne pas se sentir les uns collés aux autres, dans un cadre propre avec des sanitaires et douches érigés dans des normes conformes, doté d'un espace sandwicherie avec des prix très abordables pour les familles moyennes et une aire de jeux pour enfants, le tout pour une symbolique somme de 200 DA à payer à l'entrée.

Même constat au Thaïs Club, endroit branchée, où de nombreuses familles découvrent pour cette saison plusieurs nouveautés, à commencer par les piscines, y compris celle réservée aux nourissants et une plage indéniablement classée la plus claire de toutes.

M. Belkacem, dit Mamou, le propriétaire des lieux, propose à ses invités des randonnées équestres avec des jockeys chevronnés sur des pistes dominant la Méditerranée : l'expérience est unique en son genre. «On travaille de jour comme de nuit, pour le confort de nos clients. Le tourisme, nous l'avons dans le sang et on doit avancer. Les gens en ont marre de faire des milliers de kilomètres pour se rendre en Tunisie ou ailleurs, alors que notre pays jouit de capacités plus performantes.»

Non loin de cette ambiance estivale, les services de sécurité veillent au grain pour le repos des familles. Le plan Delphine bat son plein, toutes les plages de la wilaya de Béjaïa sont à portée de vue des centaines de gendarmes et de policiers, mobilisés à cet effet.

Aucun incident grave n'a été signalé depuis le lancement officiel de la saison, au grand bonheur de tous !

Kamel Gaci

MASCARA

Ils falsifiaient des documents pour enlever du ciment

Les éléments de la police judiciaire de Zahana ont procédé à de longues investigations pour dénouer une affaire d'association de malfaiteurs, faux et usage de faux, abus d'autorité et autres bénéfices d'avantages auprès d'agents exerçant dans des institutions publiques.

Le tout s'articulait autour d'enlèvements de quantités de ciment de la cimenterie de Zahana destinées à la spéculation. Le 20 juin dernier, après exploitation d'informations, les éléments de la PJ prennent en filature un homme, la quarantaine, originaire de Aïn Témouchent, qui se rendait quotidiennement à la cimenterie. Après son interpellation lors d'un barrage et la fouille de son véhicule, il a été découvert 22 permis de construire ainsi que 22 photocopies de cartes d'identité, le tout légalisé au niveau des communes de Tizi-Madounia et Mascara. L'on avait usé du faux et usage de faux pour établir les documents légalisés. La suite des événements mènera les enquêteurs vers un complice, un pseudo-entrepreneur qui sera trouvé en possession de correspondances du P/APC de Titi, destinées aux services du CTC. C'est dans cette seule commune que sera établi le faux et usage de faux. Six personnes seront présentées devant le procureur de la République de Sig le 14 juillet. Quatre d'entre elles seront placées sous mandat de dépôt, dont l'agent de l'état civil de Titi, une placée sous contrôle judiciaire alors que la sixième sera libérée.

M. Meddeber

Il organise le vol du coffre-fort de son voisin à Sig puis alerte la police

Cela s'est passé en ce début de juillet dans la ville de Sig. Le propriétaire d'une maison est souvent en déplacement à l'étranger. Profitant de son absence, des individus pénètrent dans son domicile et embarquent le coffre-fort qu'ils cachent quelque part à Ahl Ounane, près d'Oggaz. C'est le voisin qui signale le vol à la police. Les éléments de la police judiciaire procèdent à des investigations sur les lieux et découvrent que l'on s'était servi du téléphone du domicile volé. A partir de ceci, ils parviennent à interpellier quatre individus, parmi eux le voisin qui avait alerté le commissariat. Ils avaient réussi à défoncer le coffre-fort et s'emparer de son contenu avant de le jeter au fond d'un puits. 150 millions de centimes, une quantité d'or évaluée à 700 g ainsi que divers objets personnels ont ainsi été subtilisés. Les quatre mis en cause ont été présentés le 11 juillet devant le magistrat instructeur qui décide de les placer sous mandat de dépôt.

M. M.

GUELMA

Une fillette de 14 mois fauchée par un camion

Ce vendredi vers 9 h 15, une fillette à peine âgée de 14 mois a trouvé la mort, après avoir été renversée par un camion de type GMC, traversant la cité Rabah-Cheghib dans la commune de Guelma. A leur arrivée sur les lieux de l'accident, les éléments de la Protection civile n'ont pu que constater le décès de la victime. La dépouille mortelle a été transférée à la morgue de l'hôpital Okbi de Guelma.

Une enquête a aussitôt été diligentée par les services de sécurité, pour déterminer les responsabilités de ce drame.

N. Guergour

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION À BLIDA
Quatre morts et plusieurs blessés en 72 heures

Le nombre des victimes des accidents de la circulation survenus sur les routes de la wilaya de Blida est de plus en plus inquiétant. Ces dernières 72 heures, pas moins de quatre personnes ont trouvé la mort sur les routes.

Jeudi dernier, sur l'autoroute Blida-Alger, un semi-remorque qui doublait à droite a écrasé un véhicule stationné sur la bande d'urgence. Trois membres d'une même famille, la mère, le fils et la fille, qui se rendaient à une fête familiale, sont morts sur le coup, alors que deux autres ont été blessés et se trouvent toujours à l'hôpital.

Pour rappel, un accident similaire s'est produit il y a presque trois semaines sur l'autoroute Est-Ouest à hauteur de la commune de Boumedfaâ, où un couple originaire de Blida a trouvé la mort lorsqu'un véhicule, doublant à droite, percuta de plein fouet leur voiture stationnée sur la bande d'urgence.

Par ailleurs, un homme de 45 ans a été renversé, jeudi dernier, au niveau de la gare routière de Blida, par un bus en provenance de Médéa. La victime a été mortellement touchée par le bus qui entrainait dans la gare sur les chapeaux de rous.

M. B.

WAÂDAT OULED TOUAT À AÏN-TÉMOUCHENT

«Pérenniser les traditions ancestrales»

Fidèles à leurs traditions ancestrales, les Ouled Touat de Aïn Témouchent ont fêté ce week-end la waâda annuelle de Moulay Tayeb dans une ambiance de joie. Plusieurs troupes touaties venues de Mecheria (Naâma), Ouled Mimoun (Tlemcen) et d'Oran, auxquelles s'ajoutent celles de Aïn-Témouchent, de Sidi-Saïd et de la Zauouïa ont, par leur présence, rehaussé la culture touate.

De hommes portant des habits traditionnels, armés de leurs fusils dansaient sur les airs de la *chekwa* (cornemuse) et

de la derbouka. La procession a pris le départ, vendredi, du siège de la zaouïa de Moulay Tayeb, située au sein du vieux tissu urbain de la ville, pour sillonner les quartiers de la ville de Sidi-Saïd.

Le lendemain, les troupes ont visité le mausolée de Sidi-Saïd accompagnées par des airs tirés du répertoire folklorique touat, et certains curieux, notamment des touristes, immortalisaient l'évènement en prenant des photos.

Pour perpétuer l'hospitalité de leurs ancêtres, des plats garnis de couscous et de viande étaient servis aux invités et au

public. Selon ammi Ahmed, «cette waâda est un moyen pour nous réunir et d'avoir des nouvelles de nos frères. Nous essayons de cette manière de préserver cet héritage en dépit du peu de moyens dont nous disposons, nous craignons que les jeunes abandonnent ce patrimoine culturel.

Pour que vivent les traditions ancestrales il faut que les pouvoirs publics encouragent ces troupes».

Durant deux jours, les Témouchentois ont renoué avec leurs coutumes.

S. B.

Faisant partie d'un cortège nuptial, une famille décimée à Sidi Belhadri

Un grave accident de la circulation a eu lieu jeudi dernier sur le tronçon El-Hadjairia-Sidi-Boumediène et a coûté la vie à quatre personnes issues d'une même famille.

Selon les informations recueillies sur place, l'accident s'est produit à l'entrée de la localité d'El-Hadjairia, à 3 km de la cité des Thermes, quand le propriétaire d'un véhicule faisant partie d'un cortège nuptial, roulant

à vive allure, a heurté de plein fouet un arbre, gêné par les phares d'une voiture roulant en sens inverse.

Le choc était si violent que quatre membres de la même famille sont morts sur le coup.

Une mère et ses trois enfants dont deux fillettes âgées de 8 et 12 ans. Leurs corps ont été transportés par les éléments de la

Protection civile de Hammam Bou-Hadjar à la morgue de l'hôpital de la ville.

Le conducteur du véhicule et son épouse s'en sont sortis avec des blessures légères. La population de la localité de Sidi Belhadri, qui devait fêter cette nuit-là le mariage d'un des leurs, est toujours sous le choc.

S. B.

TIZI-OUZOU

Il se coupe un doigt pour protester contre l'administration

Un citoyen d'Aït-Bouadda (Azazga), gérant d'un établissement de vente de boissons alcoolisées en gros, s'est dernièrement coupé le doigt avec un sécateur pour protester contre l'administration locale (APC et daïra) qui refuse, selon lui, d'ouvrir une enquête commodo et incommodo donnant droit à l'autorisation d'exploitation de l'activité de vente de boissons alcoolisées dans un local qu'il a loué sur la RN71.

Ce citoyen qui affirme avoir épuisé tous les moyens de recours pour se faire entendre, y compris une entrevue avec le médiateur du wali, menace de recourir au même procédé pour se faire entendre. Au cas où l'administration persiste dans son refus d'accéder à sa demande, il jure de se couper un autre doigt et de l'envoyer au président de la République !

Cet homme exhibe un certificat médical prouvant sa bonne santé mentale afin, dit-il, de «rabattre le caquet à ceux qui me prennent pour un fou afin de se dédouaner des éventuelles conséquences de leurs abus».

Il affirme qu'au niveau de la wilaya, il a reçu toutes les explications qui le confortent dans ses démarches, ce qui le pousse à se

demander pourquoi on s'entête à refuser à son fils «ce qui est accordé à d'autres».

Ses déboires remonteraient à cinq années, selon lui. Détenteur d'un registre du commerce au titre d'une Sarl, l'APC lui a notifié en janvier 2010 le rejet de sa demande par l'opposition d'un cogérant conformément aux dispositions de l'article 14 du statut de ladite Sarl. Un an auparavant, le refus portait sur le lieu d'exercice de l'activité ainsi que sur un problème de forme de la demande.

Trois mois auparavant, le refus était basé sur une note du wali portant suspension de traitement de dossiers au motif que l'intéressé a déposé un dossier ayant fait l'objet d'un rejet suivi d'un arrêté de ferme-

ture, invalidant de ce fait le registre du commerce joint au dossier. Des motifs que rejette en bloc le plaignant qui brandit une circulaire du wali fixant les modalités et les conditions d'exploitation de cette activité et une note de la direction du commerce relative aux conditions d'exercice de l'activité de distribution de gros des boissons alcoolisées ainsi que l'abrogation de la note 4988 du 8/12/2004. Cela avant de solliciter une demande d'exploitation au nom de son fils, laquelle passe par une enquête commodo et incommodo. Notre interlocuteur évoque sa qualité de fils de chahida.

Une farouche résistante que l'armée coloniale avait, selon lui, enlevée durant la Révolution et dont on a retrouvé en 1969 les ossements au fond d'un puits. Le plaignant persiste dans son projet d'auto-mutilation progressive tant que l'administration en question «s'entête à me refuser un droit inaliénable», clame-t-il.

S. Hammoum